

Royaume du Maroc



**Direction des Etudes
et des Prévisions financières**

Synthèse internationale

J uin 1997

D ocument de travail n° 20

Synthèse internationale

La Direction des Etudes et des Prévisions Financières a, parmi ses missions, l'étude de l'environnement international en vue de déterminer ses impacts sur l'économie nationale et de tirer au profit de notre pays les enseignements nécessaires en analysant les expériences étrangères en matière de politique économique.

La présente note se propose de faire une synthèse de l'environnement international pour la période 1996-1998 en utilisant les données du Fonds Monétaire International. La synthèse est effectuée à partir d'une documentation émanant des banques internationales et de la Direction de la Prévision de France.

1. Evolution de l'économie mondiale en 1996

1.1 Croissance économique et ses déterminants

En 1996, la croissance mondiale s'est légèrement redressée pour s'établir à 4%, c'est à dire un point de plus que la croissance tendancielle observée durant la période 1991-1995.

1.1.1 Economies avancées

En 1996, les économies avancées ont enregistré une stagnation de leur rythme de croissance autour de 2,5% en raison des performances insuffisantes des pays occidentaux de l'Europe continentale et du léger recul de l'activité des nouvelles économies industrialisées d'Asie. La croissance est restée inégalement répartie selon les pays.

Etats-Unis

La croissance aux Etats-Unis s'est améliorée de 2% en 1995 à 2,4% en 1996, en dépit du contexte de rigueur budgétaire. Elle a permis de faire baisser le taux de chômage en 1996 à 5,4%, soit le niveau le plus faible depuis 7 ans. L'assouplissement de la politique monétaire, avec l'abaissement en juillet 1995 du taux de la Réserve Fédérale de 6 à 5,25%, a contribué à la reprise de la croissance après le ralentissement constaté au premier semestre 1995.

Compte tenu de l'appréciation du dollar, la croissance a été tirée particulièrement par toutes les composantes de la demande finale. Elle a été aussi soutenue par l'amélioration de l'emploi et des revenus salariaux, conjuguée à la baisse du taux d'épargne des ménages.

Le bon comportement de la demande intérieure a alors permis à l'économie américaine de fonctionner à un niveau proche du plein emploi pendant que les tensions inflationnistes sont restées maîtrisées autour de 2,9%.

La hausse des taux d'intérêt à long terme opérée depuis janvier 1996 est révélatrice du souci de prévenir tout risque de surchauffe inflationniste et de poursuivre la politique de rigueur sur le plan budgétaire. Le déficit des administrations publiques a en effet représenté 1,4% du PIB en 1996, soit son niveau le plus bas depuis 1979.

Japon

L'économie du Japon a enregistré en 1996 une expansion de 3,4%, après quatre années de stagnation. Plusieurs facteurs ont contribué à cette reprise dont notamment la progression importante de la consommation privée ayant pu être réalisée grâce à l'assouplissement de la politique monétaire, l'augmentation de 20% de l'investissement public, la baisse du yen ainsi que le soutien apporté à l'investissement privé. La faiblesse des taux d'intérêt a incité les ménages à relancer à l'automne 1996 leurs dépenses de biens durables en attendant le passage en avril 1997 de la taxe sur la consommation de 3 à 5%.

Arrivée à son terme, la politique de relance économique destinée à freiner la montée du taux de chômage (3,3% de la population active) a vu ses effets s'estomper. Le surcroît des dépenses publiques a aggravé le déficit budgétaire à 4,6% du PIB à fin 1996. Cette situation montre que les mesures de soutien à l'activité (réduction d'impôts et plan de relance) ont été coûteuses pour les finances publiques du Japon.

Union Européenne

Les pays de l'Union Européenne ont connu un net ralentissement de leur croissance (1,6% en 1996 contre 2,5% en 1995). Toutefois, le climat conjoncturel morose au début de 1996 s'est amélioré à partir de l'été dans les pays où le processus d'ajustement des comptes publics est le plus avancé et qui bénéficient des effets de l'assouplissement de leur politique monétaire.

La croissance a failli alors être impulsée par la demande des ménages, très dynamique au premier semestre 1996 et, surtout, par le net redressement des exportations à partir du printemps de la même année. L'investissement productif s'est également raffermi mais les mouvements de dé stockage ont continué de peser sur l'activité malgré le redressement des commandes à l'industrie depuis le troisième trimestre 1996.

La croissance a cependant marqué une pause au dernier trimestre 1996 en Europe continentale en raison du repli de la consommation des ménages, lié à l'assainissement des finances publiques en vue de satisfaire aux critères de Maastricht dès 1999 ainsi qu'à la persistance d'une situation dégradée de l'emploi. Le taux de chômage a atteint 11,3% en 1996 pour l'Union Européenne.

Au Royaume-Uni, la consommation des ménages a continué par contre à augmenter et la croissance est demeurée dynamique en fin d'année malgré le mouvement d'appréciation de la livre sterling dont les effets se sont fait sentir sur la production manufacturière.

Le ralentissement de l'activité économique en Europe a été particulièrement sévère en Allemagne en raison des conditions météorologiques rigoureuses qui ont affecté le secteur du bâtiment et travaux publics début 1996. Cependant, le second semestre 1996 a connu une croissance économique de 1,5%, tirée par la demande étrangère et par des conditions monétaires favorables.

Nouvelles économies industrialisées d'Asie

Parmi les économies avancées, les nouvelles économies industrialisées d'Asie ont connu un léger tassement de leur rythme de croissance (6,3% contre 7,4% en 1995) suite aux politiques monétaires et budgétaires restrictives adoptées pour éviter les risques de surchauffe inflationniste. En outre, l'appréciation du dollar auquel sont liées la plupart des monnaies asiatiques a pesé sur la compétitivité-prix des produits des pays de la zone.

1.1.2 Pays en développement

Dans les pays en développement, la croissance économique s'est élevée à 6,5%, soit 1% point de plus qu'en 1995. La poursuite de politiques financières rigoureuses, la libéralisation des échanges mais aussi d'autres réformes structurelles ont largement contribué aux bons résultats enregistrés en 1996. Toutefois, plusieurs pays restent confrontés à des déséquilibres macro-économiques et à des obstacles structurels caractérisés par la persistance de lourds déficits publics, l'intervention massive de l'Etat, une maîtrise insuffisante de l'inflation et un niveau élevé d'endettement externe.

Dans les pays de l'hémisphère occidental, après une croissance de 1,3% en 1995, l'activité a enregistré une reprise de 3,5% en 1996 sous l'effet du redémarrage des économies argentine et surtout mexicaine.

En Afrique et dans la région Moyen-Orient et Europe, la croissance, bien qu'inégale d'un pays à l'autre, s'est renforcée pour atteindre en 1996 respectivement 5% et 4,5% contre 2,9% et 3,8% un an plus tôt. En Afrique, la reprise économique résulte toutefois de phénomènes conjoncturels. Les cours internationaux des matières premières dont l'Afrique est un important producteur sont restés élevés en raison notamment de la forte demande asiatique.

La récente revalorisation du dollar les a en outre rendus fortement rémunérateurs. De plus, plusieurs pays ont bénéficié en 1996 d'une excellente pluviométrie après de longues années de sécheresse.

Les pays d'Asie ont connu une croissance de 8,2% en 1996 contre 8,9% en 1995. Cette légère baisse de la croissance a été provoquée par la forte concurrence sur le marché mondial de l'informatique, aggravée, dans le cas des pays asiatiques, par l'obsolescence de certains produits dans lesquels ils sont spécialisés. Il en est résulté une diminution importante des exportations asiatiques à destination des pays industrialisés.

1.1.3 Pays en transition

Après avoir régressé pendant six ans, la production a renoué avec la croissance qui a atteint 0,1% en 1996 dans les pays en transition. Cependant, le rythme de la croissance varie selon le groupe de pays.

Ainsi, dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (Belarus et Ukraine non compris), la croissance a reculé de 5% en 1995 à 3,4% en 1996 suite au ralentissement de l'activité dans les principaux pays de l'Union Européenne et surtout en Allemagne. Toutefois, cette baisse du rythme de croissance n'a pas fondamentalement compromis la reprise économique, à l'œuvre depuis 1993. Celle-ci s'appuie principalement sur le renforcement de la demande intérieure, l'expansion des exportations et la poursuite du développement des investissements productifs qui sont souvent confortés par l'apport des investissements directs étrangers.

Par ailleurs, les négociations pour l'adhésion à l'Union Européenne après la Conférence Intergouvernementale rendent les perspectives relativement favorables pour les pays de l'Europe centrale.

La Russie, où les déséquilibres des finances publiques sont préoccupants, a vu son PIB reculer de 2,8% en 1996 après une récession de 4% en 1995.

Ces résultats montrent qu'il est nécessaire, pour les pays en transition, de poursuivre les réformes en vue de garantir une plus grande stabilité macro-économique, de transformer le secteur des entreprises et de mettre en place des filets efficaces de protection sociale.

Malgré le contexte de réforme, le potentiel de croissance à long terme des pays en transition demeure insuffisant. Le vieillissement de la population de ces pays et la diminution de son taux d'activité risquent de freiner l'augmentation d'une épargne déjà faible, d'où l'impératif d'accroître à l'avenir la productivité pour assurer le maintien de taux de croissance élevés.

1.2 Inflation

Les faibles taux d'inflation caractérisent la situation économique mondiale. Les succès obtenus en terme de stabilité des prix sont révélateurs des pressions que les pays s'exercent entre eux dans leur lune commune contre l'inflation. De plus, l'intégration rapide au commerce international et le renforcement de la concurrence à l'échelle du globe favorisent la transmission des gains d'efficacité d'un pays à l'autre.

1.2.1. Economies avancées

Dans les économies avancées, l'inflation est restée faible en 1996. Sur la base des prix à la consommation, elle s'est située à 2,4% en 1996 contre 2,6% en 1995. Aux Etats-Unis, l'inflation s'est stabilisée autour de 2,8%. En Europe, elle a légèrement reculé, passant de 3,0% en 1995 à 2,5% en 1996 tandis qu'au Japon, les prix ont connu une quasi-stagnation en 1996 (0,1%) après la baisse observée en 1995 (-0,1%).

Différents facteurs ont contribué à la maîtrise de l'inflation dans les pays industrialisés dont l'évolution limitée des cours internationaux des matières premières (hors pétrole).

Aux Etats-Unis, l'augmentation des salaires est restée modérée malgré le dynamisme de l'activité et un marché du travail proche du plein emploi.

En Europe, le niveau élevé du chômage a contenu la progression des salaires. Le recul de l'inflation a été favorisé en Italie et en Espagne par l'appréciation des monnaies nationales depuis l'été 1995. Au Royaume-Uni, cependant, l'amélioration de la conjoncture et notamment le raffermissement de la consommation des ménages a provoqué une montée des tensions inflationnistes à laquelle les autorités ont réagi par un léger resserrement de la politique monétaire.

Dans les nouvelles économies industrialisées d'Asie, l'inflation est restée relativement bien maîtrisée (4,3% en 1996 après 4,7% en 1995) en raison de la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive.

1.2.2. Economies en transition ou en développement

Dans les pays en transition, l'inflation a encore diminué, atteignant 40,4% en 1996 contre 119,2% en 1995 et 246% en 1994. Toutefois, la plupart de ces pays auront à l'avenir des difficultés à se rapprocher des rythmes d'inflation de l'Union Européenne à laquelle ils aspirent adhérer. La libéralisation des mouvements de capitaux qui constitue l'une des conditions d'accès à l'OCDE a provoqué des entrées importantes de capitaux dans les pays en transition, empêchant la politique monétaire d'être en mesure de favoriser une résorption plus poussée de l'inflation.

Dans les pays en développement, l'inflation a encore décéléré, passant de 21,3% en 1995 à 13,1% en 1996. Les progrès en matière de réduction de l'inflation dépendent généralement des politiques budgétaires poursuivies.

En raison principalement de leur plus grande discipline budgétaire, les pays en développement d'Asie ont enregistré en 1996 des taux d'inflation plus bas (7,4%) que ceux d'Amérique Latine (20,4%), d'Afrique (24,8%) ou de la zone Moyen-Orient et Europe (24,5%).

La discipline budgétaire n'explique cependant pas tout. La capacité d'ajuster rapidement les politiques budgétaires aux chocs extérieurs a aussi un rôle à jouer. A cet égard, la répartition relativement plus égale des revenus en Asie rend l'ajustement rapide de la politique budgétaire plus aisé que dans les autres régions.

1.3 Echanges extérieurs

1.3.1 Commerce mondial

Un ralentissement de la progression du commerce mondial a été constaté en 1996. Les exportations de biens n'ont progressé que de 5,4% en volume, reprenant, après deux années d'expansion rapide, le rythme moyen du début des années 90.

L'Amérique du Nord se maintient au-dessus de la moyenne mondiale avec un commerce en hausse de 5,5%. Mais, le ralentissement est plus prononcé pour le Canada que pour les Etats-Unis.

Exprimés en dollars, les produits échangés dans le monde ont enregistré une décélération bien plus importante : 4% de hausse seulement en 1996 contre 20% en 1995. Les échanges de services se sont également ralentis, passant de 14% en 1995 à environ 6% en 1996 pour une valeur totale de près de 1300 milliards de dollars.

L'évolution la plus marquante du commerce mondial réside sans doute le coup de frein aux exportations asiatiques. Avec une progression de 2,5% de ses ventes en 1996 contre 9,5% en 1995, l'Asie affiche le plus mauvais score de la planète. Cette évolution semble peu compatible avec la relative vigueur de la croissance en Asie et l'importance prise par le commerce intra régional. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) attribue cette situation d'une part, à la hausse du dollar qui a réduit la compétitivité des pays d'Asie sur les marchés japonais et européens et d'autre part, à la forte contraction des ventes des équipements de télécommunications et de bureautique dont ces pays d'Asie sont de grands fournisseurs.

Le ralentissement du commerce international n'a pas épargné l'Union Européenne. Les exportations n'ont augmenté que de 4,5% en volume contre 7,8% en 1995. Quant aux importations, elles se sont accrues de 3,6% en 1996 contre 6,6% en 1995 et 7,8% en 1994.

Les pays en développement voient également leurs échanges de biens en hausse de 6% en volume en 1996 contre 7% en 1995. La progression des exportations de marchandises en volume s'est établie en 1996 à 10,5% pour l'Afrique, à 2,9% pour l'Asie, à 7,9% pour le Moyen Orient et l'Europe et 8,4% pour l'Amérique Latine. L'OMC ne dispose pas de données pour tous les pays africains mais, les chiffres disponibles suggèrent plutôt de bons résultats.

L'Amérique latine a réalisé un taux relativement élevé de progression des exportations. L'essentiel de cette performance doit être attribué au Mexique dont les ventes en volume ont augmenté de 20% environ.

S'agissant de l'évolution des termes de l'échange, ils se sont légèrement dégradés pour les économies avancées (-0,1% en 1996 après 0,4% en 1995) compte tenu des faibles taux d'inflations intérieurs. La hausse des prix du pétrole a été pour l'essentiel compensée par la faiblesse persistante de l'accroissement des cours des autres produits de base.

Pour les pays en développement non exportateurs de pétrole, la détérioration des termes de l'échange a été encore plus nette (-0,1% en 1996 contre 1,8% en 1995) malgré la hausse des prix de leurs exportations (+5,4% en 1996 contre 0,8% en 1995). En revanche, les termes de l'échanges des pays exportateurs de combustibles ont enregistré une nette hausse, passant de -5,3% en 1995 à 4,1% en 1996.

1.3.2. Transactions courantes

Aux Etats-Unis, le déficit des opérations courantes a encore progressé, s'établissant à 2,2% du PIB en 1996 contre 2% en 1995. Cette évolution s'explique par le décalage de conjoncture entre les Etats-Unis et leurs partenaires européens et par l'appréciation du dollar.

La croissance aux Etats-Unis et en Asie a favorisé un meilleur taux de progression des exportations européennes et généré pour l'Union Européenne un excédent courant de 1% du PIB en 1996 contre 0,7% en 1995. Pour la France, l'excédent a légèrement augmenté pour atteindre 1,3% du PIB en 1996. Pour l'Italie, il s'est établi à 3,5% du PIB en 1996 contre 2,5% en 1995. Le Royaume Uni a atteint l'équilibre de sa balance des paiements courants en 1996. En Allemagne, le déficit du compte courant est passé entre 1995 et 1996 de 0,9 à 0,7% du PIB.

Au Japon, la croissance rapide des importations liée à la poursuite du mouvement d'ouverture du marché intérieur et le ralentissement des exportations au premier semestre de 1996 se sont traduits par une contraction de l'excédent courant de 2,2% du PIB en 1995 à 1,4% du PIB en 1996.

S'agissant des nouvelles économies industrialisées d'Asie, les importations ont décéléré moins fortement que les exportations. Les importations sont souvent liées en effet à des programmes d'investissement qu'il est difficile de réviser rapidement à la baisse. L'excédent du compte courant s'est donc détérioré, passant de 0,9% du PIB en 1995 à 0% du PIB en 1996.

Dans les pays en transition, l'ouverture et la modernisation de l'économie ont conduit à une dégradation des balances des paiements des pays de la zone. Le déficit des opérations courantes s'est alors établi à 3,4% du PIB contre 1,2% en 1995.

Pour les pays en développement, le déficit du compte courant en pourcentage des exportations des biens et services a diminué de 9,1% en 1995 à 8,7% en 1996 malgré l'augmentation de la demande intérieure. L'évolution du solde des transactions courantes a été fortement influencée par la hausse des cours du pétrole.

Les pays exportateurs de pétrole ont amélioré entre 1995 et 1996 leur excédent courant de 1 à 10,4% de la valeur des exportations de biens et services. Ceux non exportateurs de pétrole ont vu leur déficit courant en pourcentage des exportations de biens et services s'aggraver de 7,3 points entre 1995 et 1996. Quant aux pays en développement, fournisseurs de produits manufacturés, leur déficit du compte courant a diminué également de 2,7 points entre 1995 et 1996.

Le déficit le plus élevé de la balance des paiements courants continue d'être enregistré en Amérique Latine (14,4% des exportations des biens et services en 1996), en Asie (10,4%) et en Afrique (7,1%). La région Moyen Orient-Europe a pu améliorer par contre son déficit courant de 2,2 à 0,5% des exportations de biens et services entre 1995 et 1996.

1.3.3 Investissements étrangers

L'intégration aux échanges financiers mondiaux des pays en développement ou en transition s'est poursuivie en 1996. Les apports de capitaux vers ces pays ont atteint 284,6 milliards de dollars en 1996, en hausse de 20% par rapport à 1995. Cette progression est imputable aux capitaux privés qui, désormais, représentent 85,6% de l'ensemble des capitaux.

Par contre, l'aide financière officielle étrangère vers ces pays a une nouvelle fois diminué, passant de 53 milliards de dollars en 1995 à 40,8 milliards de dollars en 1996.

En six ans, le total des flux de capitaux vers les pays en développement ou en transition a été multiplié par 2,8 et les flux privés par 5,5. L'évolution extrêmement rapide des apports de capitaux privés illustre parfaitement l'ampleur prise par la mondialisation des économies.

L'expansion des capitaux privés a été favorisée par deux facteurs principaux : la tendance des investisseurs des pays développés à diversifier leur portefeuille et à maximiser leurs profits sur des marchés émergents, et les progrès enregistrés par les pays en développement sur les plans de l'amélioration de leur gestion économique, du renforcement de leurs institutions financières, de la réforme de leur régime d'investissement et de la mise en place d'un environnement adéquat pour le financement privé de leurs infrastructures.

Parmi les flux de capitaux, les investissements directs étrangers ont augmenté de 14 milliards de dollars en 1996 pour atteindre 108,8 milliards de dollars, soit 5,6 fois plus qu'au début de la décennie. Une grande partie de ces investissements est consacrée aux infrastructures, principalement celles qui concernent l'énergie, les télécommunications et le transport.

La répartition des capitaux privés est inégale selon les pays. 12 pays seulement ont recueilli plus de 72,5% de l'ensemble des apports privés (Chine, Mexique, Brésil, Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Argentine, Inde, Russie, Turquie, Chili, Hongrie). Toutefois, la part de ce groupe de pays a aussi tendance à décroître puisqu'elle représentait 83,6% en 1990.

Les capitaux étrangers en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ne représentent que 6,9 milliards de dollars en 1996, soit à peine la moitié du total perçu par l'Afrique subsaharienne. En dehors des incertitudes politiques qui pèsent sur nombre de pays de la région, la relative réserve des capitaux internationaux sanctionne un avancement insuffisant des réformes économiques.

1.3.4 Dette

L'encours de la dette des pays en développement s'est allégé en 1996. Il s'est situé pour l'ensemble de ces pays à 32,3% du PIB en 1996 contre 34,9% en 1995 et 37% en 1994. L'Afrique reste le continent le plus endetté avec un encours représentant 62,3% du PIB en 1996 contre 36,3% pour l'Amérique Latine, 26,3% pour l'Asie, et 24,8% pour le Moyen Orient et l'Europe.

Parmi les pays en développement, ceux exportateurs des produits manufacturés ont le taux d'endettement le plus faible: 25,2% du PIB en 1996 contre 51% pour les pays exportateurs de matières premières autres que le pétrole. Les pays ayant des exportations diversifiées ont un taux d'endettement de presque 40% du PIB.

En Afrique, malgré une certaine amélioration du taux d'endettement, les charges de la dette (intérêts + amortissements) continuent à absorber 23,8% des exportations de biens et services. Ce ratio s'est établi en 1996 à 16,2% en Asie, à 11,9% dans la région Moyen Orient-Europe, et à 44,3% en Amérique Latine.

Pour les pays en transition, l'encours et les charges de la dette ont représenté 98,2 et 11 % des exportations de biens et services en 1996 contre respectivement 159 et 23% pour les pays en développement. Le taux d'endettement de la Russie demeure important : 126% des exportations de biens et services en 1996 contre 10% pour le service de la dette.

En 1996, un certain nombre de pays (Russie, Vietnam, Congo, Mali) ont conclu des accords pour l'allégement de leur dette avec des créanciers officiels et des banques commerciales.

1.4. Gestion de la politique macro-économique

1.4.1 Finances publiques

L'assainissement des finances publiques constitue une préoccupation majeure de l'ensemble de la communauté internationale. La manière d'y parvenir dépend des pays.

Ainsi, pour les économies avancées, le déficit des administrations publiques (hors sécurité sociale) s'est situé à 2,7% du PIB en 1996 contre 3,2% en 1995 et 4,2% en 1993. Des progrès sensibles ont déjà été accomplis entre 1993 et 1996 par la quasi-totalité des pays industrialisés dans la voie de la réduction du déséquilibre budgétaire sauf au Japon et en Allemagne.

En Allemagne, l'aggravation du déficit (2,4 à 3,8% du PIB entre 1994 et 1996) est en relation avec la réunification. Au Japon, la politique budgétaire expansive mise en œuvre pour relancer l'activité économique a contribué à la détérioration de la situation des finances publiques. Les administrations publiques japonaises, qui dégageaient encore un excédent budgétaire jusqu'en 1992, ont ainsi enregistré un déficit de 4,6% du PIB en 1996.

Le solde structurel des finances publiques a également connu une nette amélioration, évoluant pour les économies avancées de 3,4% du PIB en 1993 à 2,2% en 1996. Ce solde mesure le déficit qui se maintient même si l'économie se remet à croître à son rythme potentiel. Il donne une indication sur l'ampleur de l'effort à entreprendre pour rétablir l'équilibre des comptes publics.

Entre 1993 et 1996, le déficit structurel des administrations publiques s'est amélioré d'environ 1,8 point du PIB aux Etats-Unis et de 1,7 point pour l'Union Européenne. Le rythme de l'assainissement budgétaire au niveau de l'Union Européenne a été affecté cependant par le ralentissement à partir de 1995 de l'activité économique et l'augmentation dans certains cas des taux d'intérêt comme au Royaume-Uni.

Pour se conformer aux engagements pris dans le cadre du traité de Maastricht, les autorités budgétaires ont été amenées, dans la plupart des pays européens, à compléter leur programme d'assainissement en 1995 et 1996 par une réduction additionnelle des dépenses courantes et des prestations sociales. Malgré leur baisse, les déficits structurels ont atteint pourtant en 1996 jusqu'à 6,7% du PIB en Grèce, 5,4% en l'Italie, et 3,2% en Espagne.

Dans les nouvelles économies industrialisées d'Asie, l'équilibre budgétaire a été toujours respecté dans l'ensemble.

Pour les pays en développement ou en transition, l'orientation généralement restrictive des politiques budgétaires et l'amélioration spontanée des recettes sous l'effet d'une conjoncture relativement favorable ont permis aux administrations publiques centrales de réduire leur déficit : celui-ci n'a représenté que 3,4% du PIB dans les économies en transition en 1996 contre 6,2% en 1993. Pour les pays en développement, le solde budgétaire des administrations centrales est passé de 4,2% du PIB en 1993 à 2,9 % en 1996.

L'effort de compression du déficit budgétaire a été le plus intense au niveau des pays pétroliers (8,7 à 1,6% du PIB entre 1993 et 1996). Pour les pays en développement non exportateurs de pétrole, le déficit a néanmoins reculé de 5,4 à 3,3% du PIB entre 1993 et 1996.

1.4.2. Politique monétaire

Economies avancées

Parallèlement à la poursuite de l'assainissement des finances publiques, la plupart des pays industrialisés ont mis en œuvre une politique monétaire accommodante en vue de soutenir la croissance économique dans un contexte caractérisé par la tendance à la baisse des taux directeurs. Ces derniers ont évolué de 5,2% en 1994 à 4,9% en 1995 pour atteindre 4,3% en 1996 dans les pays les plus industrialisés.

L'assouplissement de la politique monétaire grâce à une baisse des taux directeurs permet en effet d'atténuer les effets négatifs de l'assainissement des finances publiques sur la demande à court terme sans compromettre l'objectif premier qui est de réaliser la stabilité des prix et de la préserver. Mis en œuvre dans un tel contexte, il ne risque pas d'avoir des conséquences négatives sur les taux d'intérêt à long terme et n'est donc pas préjudiciable à la croissance.

Aux Etats-Unis, le desserrement de la politique monétaire à partir de septembre 1995 a été motivé par le repli de l'activité économique. Les taux d'intérêt sont revenus de 6% en juillet 1995 à 5,25% en janvier 1996. Depuis, la Réserve Fédérale a maintenu son taux directeur inchangé. Les craintes de surchauffe qui s'étaient manifestées au début de l'été se sont révélées non fondées.

Au Japon, les taux directeurs sont demeurés pratiquement nuls depuis le début de 1996 en prévision de la mise en œuvre d'une politique budgétaire restrictive. La Banque du Japon visait trois objectifs : favoriser une parité dollar/yen assurant la compétitivité des entreprises exportatrices nippones, faciliter l'assainissement du secteur bancaire japonais en lui permettant d'améliorer ses profits, et contribuer au soutien de la demande intérieure.

En Europe, les politiques monétaires des différents pays ont connu une évolution convergente en 1996 à l'exception du Royaume-Uni et de l'Italie. La Bundesbank a ainsi ramené depuis fin août, à un niveau historiquement bas, le taux à court terme de 5,3% en 1994 à 3,3% en 1996. Ce mouvement a été suivi par la plupart des banques centrales européennes. Les taux à court terme en France sont passés de 5,8% en 1994 à 3,9% en 1996.

A l'opposé, la Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur en raison des risques de surchauffe apparus dès le troisième trimestre 1996. Le taux directeur en Italie est resté élevé (10,7% en 1995 et 8,3% en 1996) compte tenu de l'importance du déficit budgétaire.

En ce qui concerne les taux d'intérêt à long terme, ils ont poursuivi leur tendance à la baisse, s'établissant en moyenne pour les pays industrialisés à 6% en 1996 contre 6,7% en 1995 et 7% en 1994. La détente des taux d'intérêt a été favorisée aux Etats Unis par la dissipation des craintes inflationnistes.

Cette évolution a été accompagnée en Europe par une réduction et parfois une élimination du différentiel de taux d'intérêt existant entre l'Allemagne et les autres pays de l'Union Européenne et ce, sous l'effet des meilleures perspectives de stabilité des taux de change en prévision de l'union monétaire.

Dans les nouvelles économies industrialisées d'Asie, les craintes de reprise de l'inflation ont été apaisées grâce à des politiques monétaires rigoureuses se traduisant par des taux d'intérêt à court et long terme élevés : 8,5 et 10,8% respectivement en 1996. Seul Taiwan, faisant face à un ralentissement marqué de l'activité économique, s'est trouvé dans l'obligation d'assouplir sa politique monétaire.

Pays en développement ou en transition

La réduction des déficits budgétaires a eu pour conséquence un ralentissement de l'évolution de la masse monétaire dans les pays en développement et ce, malgré l'importance des capitaux extérieurs qui se sont dirigés vers certains pays émergents. L'accroissement de la masse monétaire au sens large est passé de 69,7% en 1994 à 25,7% en 1995 et 22,8% en 1996 dans les pays en développement tandis que dans les pays en transition, il a évolué de 142,5% en 1994 à 65,4% en 1995 et 24,6% en 1996.

Les marchés de change n'ont pas connu de bouleversement majeur dans les pays émergents en 1996. Facilitée par la détermination des autorités à assurer à terme la stabilité du cadre macro-économique, cette situation devrait être renforcée par la réduction à l'avenir des fragilités caractérisant les secteurs bancaires dans de nombreux pays en vue de rétablir la confiance des investisseurs étrangers.

2. Perspectives économiques mondiales en 1997 et 1998

2.1 Les grandes tendances

Les perspectives de l'économie mondiale pour 1997 et 1998 peuvent être caractérisées par les éléments ci-après :

- Une amélioration de la croissance économique particulièrement dans les pays en transition.
- Une reprise du commerce mondial sans atteindre toutefois les rythmes de progression enregistrés en 1994 et 1995.

- Une baisse des prix des produits pétroliers et une stabilisations des cours des autres matières premières.
- Le maintien à un niveau faible de l'inflation dans les économies avancées (2,5%) et la réduction du rythme de progression des prix à la consommation dans les pays en développement (13,1% en 1996 à 8,5% en 1998) et surtout dans les pays en transition (42,7% en 1996 à 11,6% en 1998).
- Le maintien à un niveau inférieur à 3,9% des taux réels d'intérêt à long terme.
- La poursuite du désendettement des pays en développement et des économies en transition : ramené au PIB, l'encours de la dette extérieure passerait entre 1996 et 1998 de 32,3 à 28,5% pour les pays en développement et de 26,3 à 16,9% pour les économies en transition.
- La réduction du déficit budgétaire des administrations publiques à 2% du PIB en 1997 et 1,8% en 1998 pour les économies avancées. Le déficit structurel s'établirait pour ces économies autour de 1,5% en 1997 et 1998.
- La baisse du déficit budgétaire des administrations centrales à 1,5% du PIB en 1997 et 1,3% en 1998 dans les pays en développement. Ce déficit devrait être ramené à 2,5% du PIB en 1998 dans les pays en transition.

2.2 Perspectives de croissance en 1997 et 1998

En 1997 et 1998, la croissance de l'économie mondiale devrait se raffermir à 4,4% contre 4% en 1996. L'amélioration de la croissance devrait être favorisée par la correction en cours de certaines insuffisances comme le désordre dans les taux de change, les déficits publics en Europe, la sous-évaluation du dollar, la bulle spéculative au Japon, les crises des financements extérieurs en Amérique latine ou la surchauffe inflationniste en Asie...

2.2.1 Economies avancées

Les pays industrialisés devraient connaître une croissance de 2,9% en 1997 et 1998 contre 2,5% en 1996. En l'absence de déséquilibres majeurs, la croissance de l'économie américaine atteindrait 3% en 1997, mais ralentirait à 2,2% en 1998. En effet, dans un contexte de durcissement des conditions monétaires, l'endettement des ménages ainsi qu'une certaine saturation de leurs besoins en biens durables devraient freiner la consommation.

L'investissement des entreprises, après 5 ans de forte progression, pourrait s'essouffler et la compétitivité des exportations américaines subirait les effets de l'appréciation du dollar.

Le Japon resterait sous l'emprise d'importants problèmes structurels qui limiteraient sa croissance à 2,2% en 1997 et 2,9% en 1998. Celle-ci serait principalement tirée par la demande extérieure et la poursuite de l'investissement productif, les conditions monétaires restant particulièrement favorables.

Au sein de l'Union Européenne, la croissance devrait atteindre 2,4% en 1997 et 2,9% en 1998. Selon les prévisions de la Commission Européenne, ce rebond d'activité serait dû au regain de vigueur de la demande extra-communautaire et de la consommation des ménages.

Les exportations devraient connaître une augmentation de 6% par an en 1997 et 1998 contre 4,5% en 1996 tandis que la consommation privée progresserait de 1,9% en 1997 et 2,6% en 1998. L'accélération de l'investissement devrait atteindre 3,9% en 1997 et 5,2% en 1998, stimulée par une demande vigoureuse ainsi que par des taux d'intérêt historiquement bas.

Cependant, la croissance souffrirait d'incertitudes persistantes liées au chômage (11,3% de la population active en 1997 et 10,8% en 1998) et aux modalités de mise en place de l'Union Economique et Monétaire (UEM) pour les entreprises.

Les nouvelles économies industrialisées d'Asie devraient connaître une croissance autour de 5,7% en 1997 et de 6,1% en 1998 en raison du ralentissement de la demande de produits électroniques.

2.2.2 Pays en développement

Dans le monde en développement, la croissance se maintiendrait, comme en 1996, autour de 6,5% dans l'hypothèse où l'exécution des programmes d'ajustement et de réforme reste soutenue.

La croissance s'accélérait en Amérique Latine pour atteindre 4,4% en 1997 et 5,1% l'an prochain. En revanche, elle se ralentirait légèrement en Asie pour s'établir à 7,7% en 1998 contre 8,9% en 1995 suite à une modération de la demande intérieure provenant de politiques monétaires et budgétaires toujours rigoureuses.

En Afrique, la croissance économique serait en léger recul par rapport à 1996 : 4,7% en 1997 et 4,8% en 1998. Ce ralentissement s'explique par la contribution insuffisante de l'investissement privé à la croissance économique.

La même tendance serait observée au niveau des pays du Moyen Orient et de l'Europe. La croissance de ces pays passerait de 4,5% en 1996 à 3,9% en 1997 et 1998.

2.2.3. Pays en transition

Avec de grandes disparités selon les pays, l'Europe Centrale et Orientale afficherait une croissance moyenne de 3% en 1997 et 4,8% en 1998. Ce résultat serait obtenu grâce à la poursuite des efforts d'ajustement structurel et au développement des investissements productifs confortés par l'apport des investissements directs étrangers. En outre, les perspectives d'adhésion à l'Union Européenne et à l'OCDE de certains pays de l'Europe de l'Est pourraient constituer un catalyseur supplémentaire de croissance.

2.3. Politiques budgétaires

2.3.1. Economies avancées

Pour l'ensemble des économies avancées, le déficit public en pourcentage du PIB devrait atteindre en 1998 son niveau le plus faible depuis le début des années 90.

Aux Etats-Unis, l'opportunité de rendre obligatoire l'équilibre budgétaire a été examinée par le Congrès. Malgré le fait que cet amendement peut se révéler préjudiciable en cas de cycle récessif ou de choc externe, la nécessité d'une politique budgétaire encore plus rigoureuse pour les années à venir semble maintenant être un acquis. Dans ce sens, le budget 1997-1998 s'intègre dans un programme à moyen terme visant à réduire le déficit fédéral à 1,3% du PIB en 1998 pour l'éliminer à l'horizon 2002.

Ce programme se caractérise par une faible diminution de la pression fiscale, par une baisse du budget de la Défense jusqu'en 1999 et par une réduction des dépenses dans le domaine de l'assurance-maladie.

Au Japon, la politique budgétaire deviendrait plus restrictive à l'avenir compte tenu du relèvement du taux de la taxe de consommation de 3% à 5% en 1997, de l'élimination simultanée de l'allègement de l'impôt sur le revenu, de la mise en œuvre du plan de réformes retraite adopté en 1994 et de la baisse des dépenses dans le domaine des travaux publics en 1997. Le déficit budgétaire serait ainsi réduit de près de 2 points du PIB entre 1996 et 1998 tandis que les prévisions tablent sur une légère augmentation des taux longs pendant la même période.

Pour l'Union Européenne, les prévisions du printemps et les grandes orientations de la politique économique 1997-1998 présentées par la Commission montreraient que seules l'Italie et la Grèce ne peuvent, pour l'instant, respecter le critère de 3% du déficit public en 1997, ce qui risque de compromettre l'entrée de ces deux pays dans l'Union Economique et Monétaire en 1999. Le déficit du gouvernement central italien devrait être comprimé de 7% en du PIB en 1996 à 3,9% en 1998. Quant à la Grèce, elle verrait son déficit se réduire à 4,9% du PIB en 1997 à 3,4% en 1998.

Les pays où les taux d'intérêt à long terme restent élevés (Italie et Royaume Uni) ont une marge de manœuvre plus grande pour atténuer les effets négatifs sur l'économie d'une politique de rigueur en matière budgétaire. L'assouplissement rendu possible de la politique monétaire peut contribuer en effet à l'amélioration de la croissance malgré le contexte d'assainissement des finances publiques.

Dans les nouvelles économies industrialisées d'Asie, les politiques budgétaires resteraient restrictives afin de ralentir le rythme de progression de la demande intérieure. Pourtant, l'excédent budgétaire dépasserait 1,2% du PIB pour ces pays en 1997 et 1998.

2.3.2. Pays en développement et en transition

Le déficit des administrations publiques serait réduit de 2,9% du PIB en 1996 à 1,6% du PIB en 1998 en moyenne dans les pays en développement et de 4 à 2,6% du PIB pour les pays en transition. Les efforts les plus importants seraient réalisés en Afrique et en Amérique Latine.

2.4 Evolution du prix des matières premières

2.4.1 Pétrole

Après avoir oscillé autour de 18 dollars par baril (panier de référence OPEP) en janvier et février 1996, les prix du pétrole ont enregistré une flambée spectaculaire depuis juin 1996, atteignant un niveau supérieur à 24 dollars par baril en fin d'année.

Cette hausse des cours s'explique par la conjonction de facteurs économiques et politiques transitoires : longueur et rigueur inhabituelles de l'hiver aux Etats-Unis, faible niveau des stocks des compagnies pétrolières, annonce par les Etats-Unis de mesures de représailles envers toute compagnie s'engageant dans de nouvelles exploitations en Iran en septembre dernier...

La demande de produits pétroliers resterait soutenue en 1997 et 1998, en relation avec l'amélioration de la croissance économique mondiale. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, la demande serait en hausse de 2,4% en 1997 et de 2% en 1998. Quant au prix du pétrole brut, il avoisinerait 17,8 dollars par baril en 1997 et 17,2 dollars par baril en 1998.

2.4.2 Matières premières hors pétrole

Après les fortes hausses de 1994-1995 (+10% et +11% en moyenne annuelle) et la pause de 1996 (2.5%), les cours des matières premières hors pétrole connaîtraient une hausse modérée en 1997 (+1.5%) et 1998 (+2.8%).

Ce léger redressement des prix est consécutif à une demande en progression dans les pays de l'OCDE et à une croissance soutenue, surtout pour les métaux et les textiles, des pays de l'Asie. Pour les produits alimentaires, il est essentiellement dû à la contraction des stocks de l'ensemble des matières premières.

En ce qui concerne les céréales, le Conseil International des Céréales (CIC) s'attend à une progression de la production mondiale de blé, à une reconstitution des stocks et à une baisse des cours. Le prix du blé en dollars par tonne serait de 139 en 1997 et 132 en 1998 contre 178 en 1996.

2.5 Perspectives d'inflation en 1997 et 1998

2.5.1 Economies avancées

Pour les principaux pays industrialisés, l'inflation se situerait en moyenne annuelle à 2,5% en 1997 et 1998. A court terme, aucun dérapage en matière d'inflation ne semble prévisible.

Le maintien d'un taux élevé de chômage devrait permettre de contenir l'augmentation des salaires dans les pays de l'Europe Continentale. Au Royaume-Uni, les effets désinflationnistes de la récente appréciation de la livre devraient contribuer à atténuer la tension sur les prix. Aux Etats-Unis, l'appréciation du dollar et le repli des cours internationaux du pétrole favoriseraient la maîtrise de l'inflation. Au Japon, l'inflation remonterait de 0,1% en 1996 à 1,3% en 1997 en raison du relèvement de la TVA de deux points en avril dernier.

Les nouvelles économies industrialisées d'Asie devraient enregistrer par rapport à 1996 un léger retrait de l'inflation à 4,3% en 1997 et 4% en 1998.

2.5.2. Pays en transition et économies en développement

Dans les pays en transition, on s'attend à voir les progrès se poursuivre dans la lutte contre l'inflation en dépit de la poursuite de l'ajustement à la hausse des prix intérieurs de l'énergie, les loyers et les services collectifs pour mettre financière aux distorsions profondes héritées de l'économie centralisée. Mesurée par l'augmentation des prix à la consommation, l'inflation s'établirait à 30,7% en 1997 et 11,6% en 1998 contre 40,4% en 1996.

L'inflation devrait également continuer à reculer dans les pays en développement pour atteindre 9,7% en 1997 et 8,5% contre 13,1% en 1996. La contraction de l'inflation devrait être beaucoup plus sensible en Afrique et en Amérique Latine.

2.6 Echanges extérieurs, investissements étrangers et dette

2.6.1 Evolution des échanges mondiaux

Le volume des échanges de biens et services devrait augmenter de 7,3% en 1997 et 6,8% en 1998 à un rythme plus faible qu'en 1994 et 1995 (9,2%). L'accroissement des échanges en 1997 serait plus élevé pour les pays en développement que pour les économies industrialisées. Le ralentissement en 1998 des importations et des exportations des pays en développement et notamment ceux exportateurs de pétrole aurait des répercussions certaines sur le commerce mondial.

Les termes de l'échange des économies avancées se dégraderaient légèrement, passant de -0,1% en 1996 à -1% en 1997 et -0,4% en 1998. Ceux des pays en développement deviendraient négatifs pour la première fois depuis 1993 pour ne représenter que -1% en 1997 et -0,3% en 1998 contre +0,4% en 1996.

La dégradation des termes de l'échange des pays en développement exportateurs de combustibles serait la conséquence de l'évolution moins favorable des cours pétroliers.

La stabilisation du système financier international, aidée par la surveillance des évolutions de change et par le renforcement de la coopération internationale, permettrait d'éviter l'apparition de déséquilibres extérieurs importants parmi les économies avancées.

En 1997-1998, le déficit des paiements courants américains n'excéderait pas 2,4% du PIB et celui de l'Allemagne 0,5%. L'excédent japonais représenterait 1,8% en 1997 et 2% en 1998, et celui de la France 1,7%. L'excédent commercial de l'Union Européenne continuerait à se situer à environ 1% du PIB.

Par contre, le déficit courant des pays en développement ou en transition s'aggraverait légèrement compte tenu d'une ouverture plus grande de ces économies et d'une libéralisation plus rapide de leurs marchés intérieurs. Ainsi, le déficit du compte courant des pays en transition représenterait 6,2% et 8% des exportations de biens et services respectivement en 1997 et 1998 contre 3,4% en 1996. Celui des pays en développement atteindrait 9,1% en 1997 et 10% en 1998 des exportations de biens et services.

2.6.2 Mouvements de capitaux en 1997 et 1998

Selon le FMI, les flux nets d'investissements directs privés atteindraient 107,5 milliards de dollars en 1997 et 104,9 milliards de dollars en 1998.

Ce maintien à un haut niveau des flux nets des capitaux s'expliquerait largement par la croissance dans les pays en développement ou en transition, par l'assainissement de leur situation économique et financière ainsi que par la multiplication des unions douanières (Mercosur, accord de Visegrad...) qui renforceraient leur pouvoir d'attraction.

En outre, les investissements européens et américains resteraient prédominants au cours des prochaines années, avec, toutefois, l'arrivée de nouveaux investisseurs provenant des pays industrialisés d'Asie. La montée des coûts salariaux dans ces pays d'Asie ainsi que l'apparition de groupes puissants sur les plans financier et technologique devraient accélérer les investissements en provenance d'Asie.

2.6.3 Dette

Le taux d'endettement externe des pays en développement et des pays en transition continuerait à diminuer à l'avenir. Pour les pays en développement, les charges et l'encours de la dette, ramenés aux exportations de biens et services, devraient s'établir en 1998 à 18,4% et 145% contre respectivement 23% et 159% en 1996.

Pour les pays en transition, l'encours de la dette, rapporté aux exportations de biens et services, passerait de 98,2% en 1996 à 93,9% en 1998. Les charges de la dette (intérêts et amortissements) sur les exportations de biens et services se situeraient comme en 1996 à II % en 1998.

En dépit des progrès substantiels qui ont été réalisés dans la réduction du niveau global de la dette d'un certain nombre de pays en développement, il est apparu nécessaire pour les institutions financières internationales de procéder à des remises de dettes notamment en Afrique subsaharienne où le fardeau reste insoutenable.

A ce titre, l'Ouganda a récemment bénéficié d'un allègement de sa dette. D'autres pays devraient suivre comme le Burkina-Faso, le Mozambique, le Bénin, le Mali et le Togo. Ce sujet a été évoqué par la France et les Etats-Unis lors du sommet du G7 à Denver pour inciter les institutions de Bretton Woods à faire du développement de l'Afrique une priorité.

3. Incertitudes entourant les prévisions

Les perspectives de l'économie mondiale seraient relativement favorables en 1997 et 1998. La croissance économique s'améliorerait. Les succès obtenus dans la maîtrise de l'inflation se consolideraient. Les différentiels des taux de change entre les grandes monnaies, plus en rapport avec les fondamentaux, permettraient d'éviter l'apparition de déséquilibres extérieurs prononcés. La plupart des pays poursuivraient l'assainissement de leurs finances publiques à un rythme soutenu, améliorant ainsi les chances d'une croissance durable.

Toutefois, plusieurs risques peuvent se présenter à l'économie mondiale. Aux Etats-Unis, le risque principal porterait sur la valorisation des actions. Une correction à la baisse du marché boursier américain pourrait affecter le comportement d'épargne des ménages, ralentir la demande intérieure américaine et agir sur la demande adressée aux partenaires commerciaux des Etats-Unis.

En Europe, le niveau élevé du chômage, conjugué à une faible croissance, pourrait peser sur les perspectives de lancement de la monnaie unique et se traduire par des bouleversements sur les marchés financiers.

Au Japon, la fragilité du système financier pourrait freiner la reprise économique.

Un ralentissement du rythme de progression des flux des capitaux étrangers serait à craindre si l'augmentation de l'épargne mondiale n'atteignait pas le niveau escompté. Il serait de nature à ralentir la croissance dans les pays en développement et, particulièrement, ceux qui souffrent déjà des déséquilibres de leur politique économique.

Compte tenu de l'importance primordiale de stabiliser le système financier international en vue de renforcer la croissance mondiale, il est apparu opportun pour le FMI de garantir la santé des systèmes bancaires par une réglementation prudentielle et des contrôles renforcés, une meilleure évaluation des risques, des normes rigoureuses relatives au niveau des fonds propres, la publication à temps de l'information sur la situation financière des banques, la répression du blanchiment de l'argent, et l'amélioration de la gestion des établissements bancaires.

Dans ce contexte international caractérisé aussi par l'apparition d'autres acteurs comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Indonésie, le Maroc devrait persévérer dans la voie des réformes de façon à saisir les opportunités de croissance que pourrait favoriser une meilleure diversification de ses échanges extérieurs.

Pour cela, il devrait renforcer son intégration à l'économie mondiale, s'adapter constamment à un environnement sans cesse concurrentiel et mettre en place une stratégie de promotion des capitaux et des investissements directs étrangers.

De plus, pour consolider l'équilibre de sa balance des paiements, le Maroc devrait élargir son champ d'intervention en développant les échanges avec les pays d'Asie, d'Europe Centrale et Orientale ou d'Amérique Latine où la demande s'accélère.

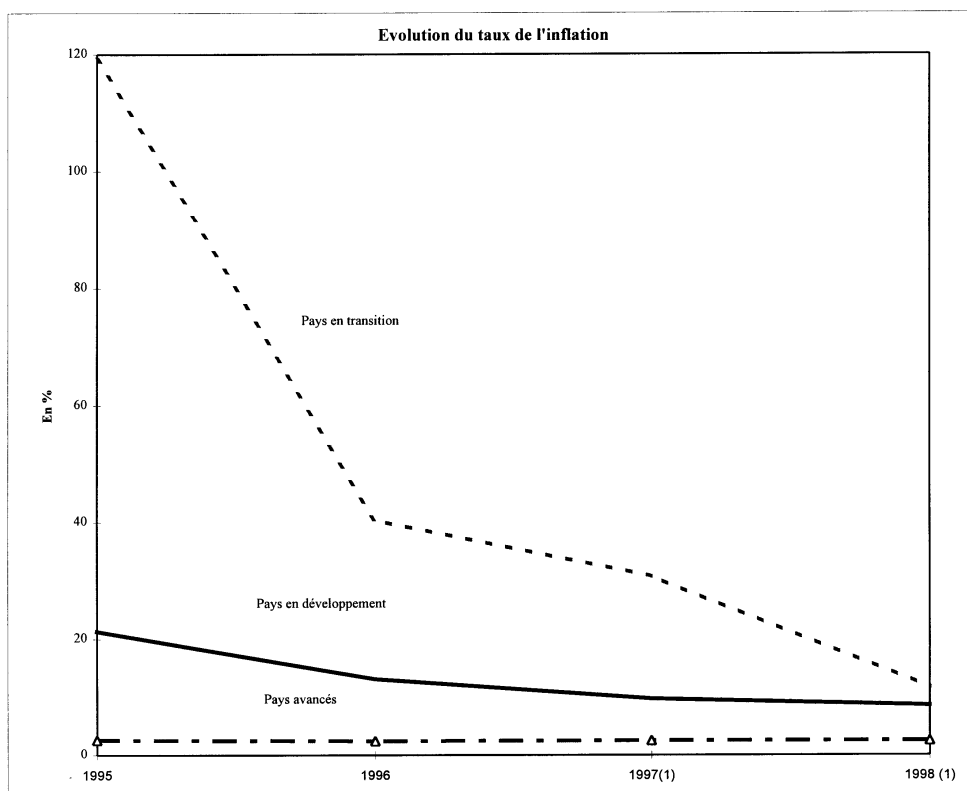
Inflation: prix à la consommation

	En %								
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997(1)	1998 (1)
Economies avancées	5.2	4.7	3.5	3.1	2.6	2.6	2.4	2.5	2.5
Principaux pays industrialisés	4.8	4.3	3.2	2.8	2.2	2.3	2.2	2.3	2.3
Etats-Unis	5.4	4.2	3.0	3.0	2.6	2.8	2.9	2.9	3.0
Japon	3.1	3.3	1.7	1.2	0.7	-0.1	0.1	1.3	1.2
Allemagne (2)	2.7	3.5	5.1	4.5	2.7	1.8	1.5	1.8	2.0
France	3.4	3.2	2.4	2.1	1.7	1.8	2.0	1.6	1.8
Union européenne	5.4	5.1	4.5	3.8	2.9	3.0	2.5	2.2	2.1
Pays en développement	68.1	35.9	38.8	46.9	51.3	21.3	13.1	9.7	8.5
Afrique	15.5	24.6	32.1	29.5	38.6	32.1	24.8	12.0	6.9
Asie	6.6	7.8	7.0	10.4	14.7	11.8	6.6	6.2	6.5
Moyen-Orient et Europe	22.1	25.3	26.6	24.7	32.4	33.8	24.5	21.0	19.1
Hémisphère occidental	442.9	129.8	153.2	212.6	213.7	36.0	20.4	12.9	9.3
Pays en transition	35.6	95.9	597.1	486.1	246	119.2	40.4	30.7	11.6

(1) Projections du FMI

(2) Les données de 1990 et 1991 se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest seulement.

Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale. Mai 1997



(1) Projections du FMI

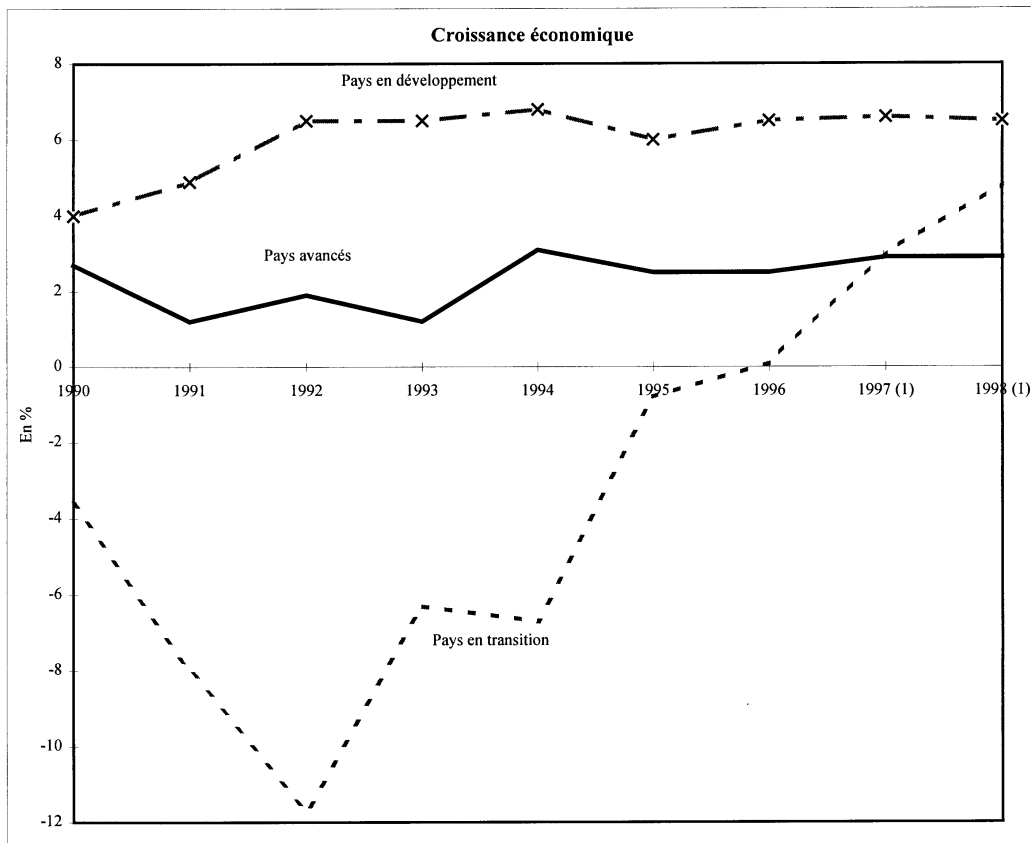
Croissance économique

	En %								
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (1)	1998 (1)
Monde	2.7	1.8	2.8	2.7	4.1	3.7	4.0	4.4	4.4
Economies avancées	2.7	1.2	1.9	1.2	3.1	2.5	2.5	2.9	2.9
Principaux pays industrialisés	2.5	0.8	1.8	1.0	2.8	2.0	2.2	2.6	2.6
Etats-Unis	1.3	-1.0	2.7	2.3	3.5	2.0	2.4	3.0	2.2
Japon	5.1	4.0	1.1	0.1	0.6	1.4	3.6	2.2	2.9
Allemagne (2)	5.7	5.0	2.2	-1.1	2.9	1.9	1.4	2.3	3.0
France	2.5	0.8	1.2	-1.3	2.8	2.2	1.3	2.4	3.0
Union européenne	3.0	1.6	1.0	-0.5	2.9	2.5	1.6	2.4	2.9
Pays en développement	4.0	4.9	6.5	6.5	6.8	6.0	6.5	6.6	6.5
Afrique	2.0	1.8	0.7	0.9	2.9	2.9	5.0	4.7	4.8
Asie	5.7	6.7	9.4	9.3	9.6	8.9	8.2	8.3	7.7
Moyen-Orient et Europe	5.3	3.1	6.1	4.3	0.3	3.8	4.5	3.9	3.9
Hémisphère occidental	1.1	3.6	3.1	3.7	5.0	1.3	3.5	4.4	5.1
Pays en transition	-3.6	-8.0	-11.7	-6.3	-6.7	-0.8	0.1	3.0	4.8

(1) Projections du FMI.

(2) Les données se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest seulement.

Sources: FMI, Perspectives de l'économie mondiale . Mai 1997



(1) Projections du FMI.

Solde budgétaire des administrations publiques

En % du PIB

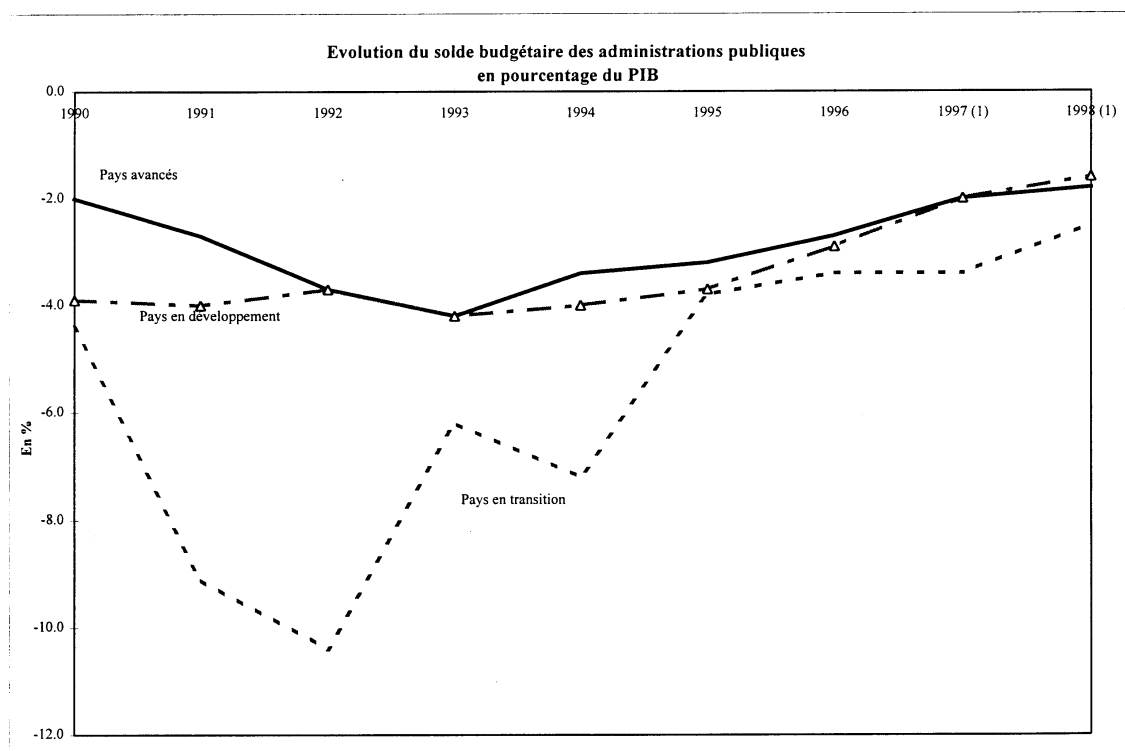
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (1)	1998 (1)
Economies avancées (hors sécurité sociale)	-2.0	-2.7	-3.7	-4.2	-3.4	-3.2	-2.7	-2.0	-1.8
Etats-Unis	-2.7	-3.3	-4.4	-3.6	-2.3	-2.0	-1.4	-1.5	-1.3
Japon	2.9	2.9	1.5	-1.6	-2.3	-3.7	-4.6	-2.9	-2.7
Allemagne (2)	-2.0	-3.3	-2.8	-3.5	-2.4	-3.5	-3.8	-3.3	-2.9
France	-1.4	-2.0	-4.0	-5.8	-5.8	-5.0	-4.1	-3.3	-3.4
Pays en développement(3) (gouvernement central)	-3.9	-4.0	-3.7	-4.2	-4.0	-3.7	-2.9	-2.0	-1.6
Afrique	-4.0	-4.9	-4.8	-6.5	-5.8	-4.3	-3.4	-2.2	-1.7
Asie	-6.9	-5.5	-5.0	-3.8	-3.4	-3.4	-2.4	-2.8	-2.5
Moyen-Orient et Europe	-5.5	-6.9	-4.3	-6.3	-6.4	-4.2	-3.0	-3.0	-2.7
Hémisphère occidental	-1.7	-1.3	-1.6	-1.6	-1.8	-2.3	-1.7	-1.1	-0.8
Pays en transition (gouvernement central)	-4.4	-9.1	-10.4	-6.2	-7.2	-3.8	-3.4	-3.4	-2.5

(1) Projections du FMI

(2) Les données de 1990 se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest seulement.

(3) Médiane

Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale. Mai 1997



(1) Projections du FMI

Pays industrialisés: emploi et chômage

	En %								
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (1)	1998 (1)
Evolution de l'emploi									
Economies avancées	1.6	0.2	-0.1	-0.1	1.0	1.1	0.9	1.2	1.1
Principaux pays industrialisés	1.5	-	-0.1	-	0.9	0.8	0.7	1.0	0.9
Etats-Unis	1.3	-0.9	0.7	1.5	2.3	1.5	1.4	1.9	1.1
Japon	2.0	1.9	1.1	0.2	0.1	0.1	0.5	0.8	0.8
Allemagne (2)	3.0	1.7	-1.9	-1.8	-0.7	-0.1	-1.0	-0.9	0.2
France	1.1	0.2	-0.6	-1.1	-0.2	1.4	0.1	0.2	1.1
Union européenne	1.7	0.1	-1.4	-2.0	-0.4	0.7	0.4	0.4	0.8
Taux de chômage									
Economies avancées	5.9	6.6	7.3	7.7	7.6	7.3	7.3	7.2	7.0
Principaux pays industrialisés	5.8	6.5	7.2	7.3	7.2	6.9	6.9	7.0	6.7
Etats-Unis	5.6	6.9	7.5	6.9	6.1	5.6	5.4	5.5	5.5
Japon	2.1	2.1	2.2	2.5	2.9	3.1	3.3	3.1	3.0
Allemagne (2)	6.2	5.5	7.7	8.9	9.6	9.4	10.3	11.3	10.6
France	8.9	9.4	10.3	11.6	12.3	11.6	12.4	12.8	12.3
Union européenne	8.1	8.5	9.9	11.1	11.6	11.2	11.3	11.3	10.8

(1) Projections du FMI

(2) Les données de 1990 et 1991 se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest seulement.

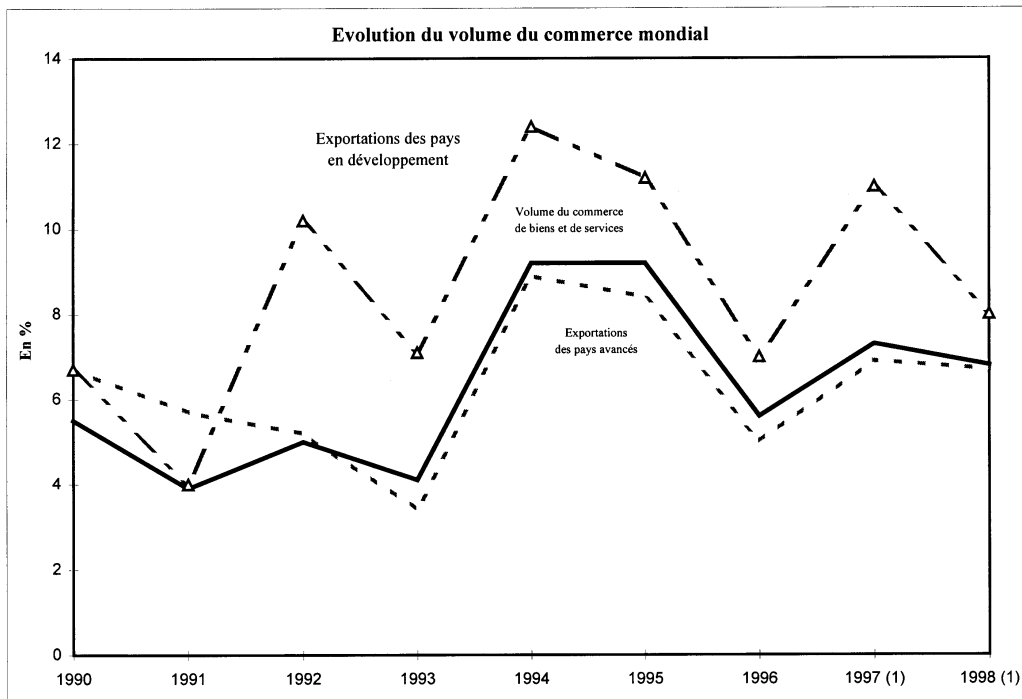
Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale - Mai 1997

Commerce mondial en volume et en prix

	En %								
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (1)	1998 (1)
Volume du commerce de biens et de services	5.5	3.9	5.0	4.1	9.2	9.2	5.6	7.3	6.8
Volume du commerce									
Exportations									
Economies avancées	6.7	5.7	5.2	3.4	8.9	8.4	5.0	6.9	6.7
Pays en développement	6.7	4.0	10.2	7.1	12.4	11.2	7.0	11.0	8.0
Importations									
Economies avancées	5.7	3.1	4.7	1.8	9.7	8.7	5.3	5.9	6.1
Pays en développement	5.9	7.9	9.2	8.8	7.2	11.6	8.3	10.7	8.4
Déflateurs des prix des biens (en DTS)									
Exportations									
Economies avancées	2.4	-1.7	-0.7	-3.4	0.4	3.3	2.6	0.5	-0.1
Pays en développement	3.3	-2.8	-2.4	-2	-0.3	0.7	6.6	4.5	0.9
Pays exportateurs de combustibles	14.8	-7.2	-4	-4.5	-6.1	0.4	11.3	3.6	2.5
Pays exportateurs d'autres produits	-1.8	-0.6	-1.7	-1.1	1.7	0.8	5.4	4.8	0.5
Importations									
Economies avancées	3.1	-3.1	-2.2	-5.2	0	2.9	3.6	1.3	0.8
Pays en développement	1.5	1.7	-1.8	0.2	-1.1	0	5.7	5.6	1
Pays exportateurs de combustibles	1.9	8.4	-8.3	2	-5.2	6	7	5.2	1.2
Pays exportateurs d'autres produits	1.3	-0.2	0.1	-0.3	-0.1	-1.1	5.5	5.7	0.9

(1) Projections du FMI

Source: Les perspectives de l'économie mondiale - Mai 1997



(1) Projections du FMI

Soldes des transactions courantes de la balance des paiements

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (1)	1998 (1)
	<i>En % du PIB</i>								
Economies avancées	-0.6	-0.2	-0.1	-0.3	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.0
Principaux pays industrialisés	-0.7	-0.2	-0.2	0.0	-0.2	-0.1	-0.3	-0.4	-0.3
Etats-Unis	-1.6	-0.2	-1.0	-1.5	-2.1	-2.0	-2.2	-2.3	-2.4
Japon	1.2	2.0	3.0	3.1	2.8	2.2	1.4	1.8	2.0
Allemagne ²	3.3	-1.0	-1.0	-0.7	-1.0	-0.9	-0.7	-0.5	-0.4
France	-0.8	-0.5	0.3	0.7	0.5	1.1	1.3	1.6	1.7
Union européenne	-0.5	-1.2	-1.1	0.2	0.4	0.7	1.0	1.0	1.0
	<i>En % des exportations des biens et services</i>								
Pays en développement	-3.6	-14.5	-10.8	-15.3	-10.0	-9.1	-8.7	-9.1	-10.0
Afrique	-3.5	-5.6	-9.6	-9.6	-11.4	-13.4	-6.1	-6.0	-5.8
Asie	-8.1	-5.0	-4.8	-11.4	-6.1	-9.0	-10.4	-10.6	-11.1
Moyen-Orient et Europe	-1.4	-35.7	-11.4	-15.5	-2.1	-2.2	-0.5	0.1	-2.1
Hémisphère occidental	-0.8	-10.3	-20.0	-24.3	-23.5	-13.2	-14.4	-16.3	-16.8

(1) Projections du FMI

(2) Les données de 1990 et 1991 se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest seulement.

Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale. Mai 1997

Encours et service (1) de la dette extérieure
En % des exportations des biens et services

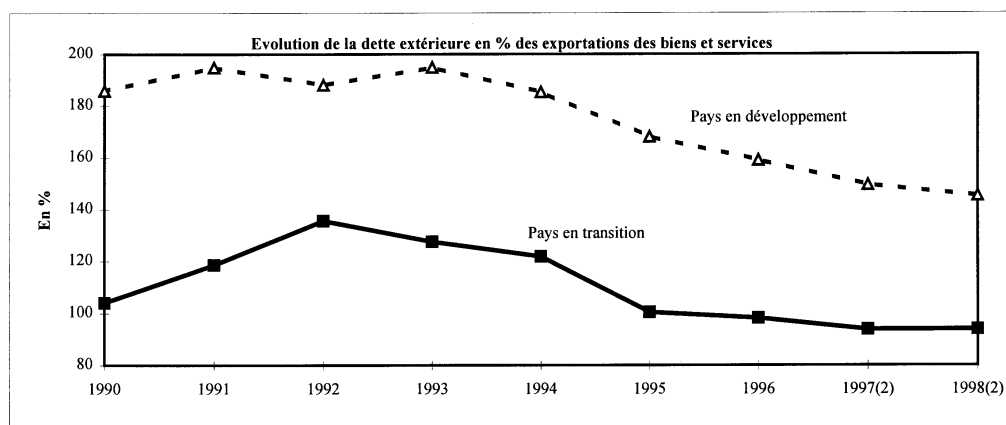
	En %									
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997(2)	1998(2)	
Dette extérieure³										
Pays en développement	185.8	194.8	188.0	194.8	185.3	168.1	159.0	149.5	145.4	
Afrique	229.2	243.1	237.8	251.4	266.7	245.4	226.5	212.3	202.1	
Asie	164.4	160.8	153.4	152.8	137.4	121.2	117.7	112.6	109.6	
Moyen-Orient et Europe	115.3	130.4	123.5	137.3	136.5	125.9	112.9	101.3	101.0	
Hémisphère occidental	267.7	282.7	285.0	290.6	274.9	254.4	241.2	232.7	226.1	
Pays en transition	104.0	118.6	135.7	127.6	121.8	100.4	98.2	93.8	93.9	
Paiements au titre du service de la dette										
Pays en développement	20.7	22.1	23.4	23.5	23.2	22.7	23.0	19.8	18.4	
Afrique	29.2	30.5	30.4	27.5	24.3	22.4	23.7	25.6	25.4	
Asie	17.9	17.1	18.0	17.7	16.0	15.4	16.2	14.9	13.7	
Moyen-Orient et Europe	9.7	9.9	11.5	12.4	16.1	14.7	12.0	9.6	9.8	
Hémisphère occidental	31.8	37.2	41.0	42.0	41.8	43.4	44.3	35.5	31.4	
Pays en transition	18.7	20.9	15.2	9.2	9.2	10.0	11.0	10.1	11.0	

(1) intérêts et amortissements

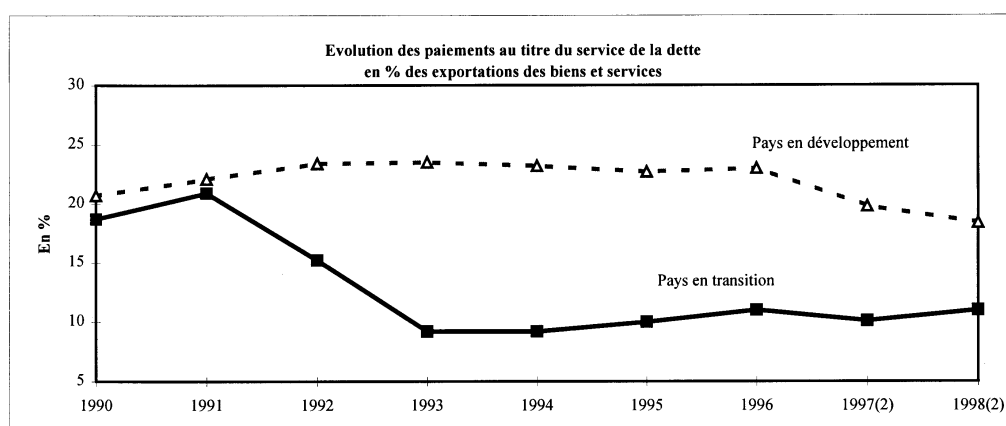
(2) Projections du FMI

(3) Dette totale en fin d'année.

Source: FMI, Les perspectives de l'économie mondiale - Mai 1997.



(2) Projections du FMI



(2) Projections du FMI